

# Dossier: Jeunesse et syndicalisme

Depuis sa création le CSR estime que le renouveau du mouvement syndical reposera sur les secteurs précaires du salariat et ce pour plusieurs raisons. Ces secteurs sont relativement protégés du corporatisme des travailleurs à statut (services publics, métiers traditionnels, grands groupes,...). Leurs luttes doivent nécessairement prendre une forme interprofessionnelle pour aboutir. Mais surtout ce prolétariat, de par son niveau d'exploitation est nettement moins intégrable et récupérable par le capitalisme. Sa syndicalisation est donc notre priorité. Après avoir consacré des dossiers au salariat féminin et à la classe ouvrière immigrée, nous abordons la jeunesse prolétarienne qui constitue les principaux bataillons des précaires.

## Une Histoire: Les Jeunesses Syndicalistes

De nombreuses études ont été consacrées aux organisations de jeunesse liées aux différents partis politiques. C'est le cas pour l'entre deux guerres (JOC, JC, JS, Jeunes Patriotes, ...) mais surtout pour les cinquante dernières années. Toutefois ces études oublient toujours de préciser que ces organisations sont venues se substituer à un mouvement nettement plus antérieur, celui des Jeunesses Syndicalistes de la CGT. Ce n'est pas pour rien si dans les années 20 le développement des Jeunesses Socialistes, mais surtout des Jeunesses Communistes se réalise au détriment des Jeunesses Syndicalistes. Les partis politiques ont compris en quoi le contrôle des jeunes générations militantes est un facteur important pour s'imposer au sein du prolétariat. En effet, au début des années 20, les Jeunesses Syndicalistes se développent rapidement en lien avec l'activité des Comités Syndicaliste-Révolutionnaires. Cette jeune génération de militants s'est politisée dans les tranchées et dans les grèves de 1917-20. Dans les années qui vont suivre, les JS sont véritablement sabordées afin de laisser la place au JC, le PC ayant réussi à partir de 1925 à imposer sa domination sur la CGTU.

Ce sabotage a totalement réussi. Pour preuve cette expérience a intégralement disparu des mémoires militantes mais aussi de l'histoire du mouvement syndical. Il semblerait qu'aucune étude historique n'ait jamais été consacrée aux Jeunesses Syndicalistes. Pourtant leur impact fut réel dans la période d'avant 1914 et lors de la formation de la nouvelle génération de militants syndicaux qui fournira la base d'appui aux syndicats de la CGTU.

Malgré les faibles sources à notre disposition nous allons essayer de revenir sur cette expérience.

Dans la *Vie Ouvrière* du 5 mars 1912 on peut lire "*Le mouvement des jeunesses s'est étendu rapidement en quelques*

*mois. A Paris, le nombre de JS a doublé; nombre de syndicats auront bientôt les leurs. En banlieue, plusieurs comités inter-syndicaux en possèdent une. Et en province, il s'en est formé dans beaucoup de Bourses du travail". La Vie Ouvrière a fourni un large dossier à l'étude des Jeunesses Syndicalistes. Nous y reviendrons dans un prochain numéro. Mais aujourd'hui tâchons d'étudier rapidement la fonction des JS.*

Quelques années plus tôt une tentative, sans réelle dynamique, avait déjà été menée. Il semblerait qu'en 1911-1912, le contexte soit totalement différent. La CGT vient de subir une crise profonde. Tandis que certains tentent de trouver un salut en orientant la CGT vers l'institutionnalisation, de nombreuses équipes militantes mènent des réflexions et essaient de se doter de nouveaux outils. Il y a bien entendu les militants de la "Vie Ouvrière" qui vont utiliser la revue afin de faire un lien entre pratique quotidienne, formation syndicale et réflexion stratégique. Autour d'eux, certains groupes pensent déjà à constituer un courant syndicaliste-révolutionnaire afin d'intervenir de façon organisée dans la CGT. Mais tous ces militants sont avant tout des jeunes qui ne se satisfont pas seulement du développement par étapes des Bourses du Travail et de la CGT sur 20 ans. Le développement numérique n'est pas suffisant mais surtout la stratégie est évidemment à approfondir.

Le lancement des Jeunesses Syndicalistes semble s'inscrire dans cette tentative de rénovation du syndicalisme-révolutionnaire. Un travail d'éducation et de réflexion va donc être mené en lien avec une volonté d'organiser un nombre plus important de travailleurs. Car il est bon de rappeler que même si l'influence de la CGT est énorme et qu'elle peut ponctuellement amener des masses de travailleurs dans l'action, elle n'en organise toutefois qu'un nombre réduit (300 000 en 1908 et 334 000 en 1911). Cette faiblesse numérique a fortement pesé dans les défaites de cette époque. Le sentiment révolutionnaire est très présent dans le prolétariat mais les "bataillons" syndiqués sont clairsemés et souvent mal organisés. Les explosions de colère et les grèves dures ne débouchent que très rarement sur des syndicalisations de masse. La théorie, très présente dans la vieille garde SR, selon laquelle la grève est une gymnastique révolutionnaire devant préparer le prolétariat à l'abolition du capitalisme, ne s'est pas vraiment concrétisée dans les faits. Or la syndicalisation de masse est un moyen d'organiser au quotidien les travailleurs sur une base collectiviste face à la société capitaliste. C'est également l'époque où le syndicalisme-révolutionnaire britannique connaît un développement très rapide et réussit à organiser des centaines de milliers de travailleurs des mines, de la métallurgie et des transports dans des syndicats de masse. Cette expérience contredit, là aussi,

le mythe de la "minorité agissante" très présente chez les SR français.

C'est donc dans ce contexte qu'il faut étudier l'expérience des JS. Ceci justifie la place que leur accorde l'équipe de la *Vie Ouvrière* dans la revue.

L'activité des Jeunesses Syndicalistes allie donc des activités qui peuvent paraître vraiment très éloignées. Il n'est pas étonnant de retrouver la lutte anti-militariste, avec la fameuse campagne du "sou du soldat", chez des jeunes prolétaires acquis au syndicalisme-révolutionnaire. De même pour ce qui est du rôle d'éducation syndicale apportée aux jeunes, le constat de la faible formation politique des militants syndicaux, critique avancée par la *Vie Ouvrière*, est partagée par de nombreux militants. Les JS ont donc un rôle prioritaire de formation des futurs militants.

Le congrès des JS de l'ouest réuni en février 1912 rappelle par conséquent que la JS n'est pas autonome et qu'au contraire "elle est surtout un groupe d'éducation appelé à donner des militants au syndicat" et à appuyer les grèves locales.

Ces activités présentent les JS comme des troupes de choc du mouvement syndical, ce que seront un peu les Jeunesses Communistes dans l'histoire du PC des années 20. Mais en même temps il y a bien volonté de développer un syndicalisme de masse. Le premier élément qui le confirme est le rôle accordé aux activités culturelles. L'organisation de concerts et de représentations théâtrales se fait en parallèle avec la mise en place de jeux, de sorties à la campagne, de fêtes et d'activités sportives. Course à pied, saut à la perche mais surtout matchs de foot, les activités sportives sont omniprésentes, afin de recruter mais aussi tout bonnement pour développer une sociabilité entre travailleurs.

Par contre la mise en place d'un viaticum, service d'aide aux travailleurs migrants, est rejetée. Non pas parce que ce service socialisé est en contradiction avec les principes des JS mais parce que les Jeunesses ne doivent pas se démarquer de l'activité des syndicats de la Bourse du Travail lorsque cela ne se justifie pas. Toutefois le congrès des JS de l'Ouest de 1912 propose que les jeunes ouvriers se voient offerts une aide, des conseils afin de trouver rapidement un emploi lorsqu'ils arrivent dans une ville.

Le même congrès propose comme nous l'avons vu la généralisation du Sou du soldat. Pas simplement pour renforcer la campagne antimilitariste mais aussi pour "donner une base financière et solide aux Jeunesses". Il est noté qu'un tel service socialisé non seulement favorise les adhésions mais aussi crée un esprit de solidarité à une large échelle. Il y a donc bien volonté de créer un syndicalisme de masse et non pas un outil de sélection en vue de la formation d'une avant-garde.

## Et en Espagne ?

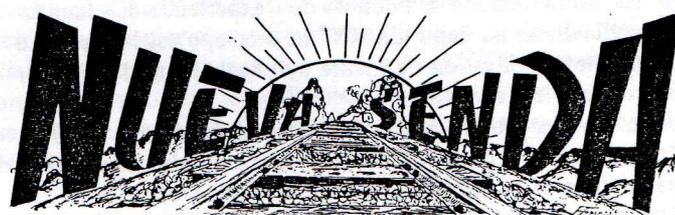
Nous avons retrouvé les mêmes caractéristiques dans les quelques documents trouvés au sujet des Jeunesses Syndicalistes dans la péninsule ibérique. Rappelons que la création des JS en Espagne intervient dans un contexte assez semblable à celui des années 1910 en France. La CNT espagnole sort d'une succession de défaites et ce depuis le début des années 20. Contrairement à ce qui est souvent affirmé, l'implantation de la CNT est très instable et sensible à la répression. Les syndicats peuvent se vider aussi rapidement qu'ils se sont construits. La dictature de Primo de Rivera a laissé des traces profondes. Là aussi, la logique de l'action radicale impulsée par des groupes

affinitaires volontaristes a montré ses limites. La génération de Salvador Seguí, influencée par les SR de la CGT française, a laissé la place à une génération anarcho-syndicaliste qui surstime l'influence du combat idéologique et militaire.

Cette dérive de la CNT va provoquer par réaction la naissance d'une tendance syndicaliste, qui sera souvent nommée "trentiste", 30 dirigeants nationaux faisant part, dans un appel, de leur opposition à la dérive putschiste de la CNT. Ils seront expulsés de la CNT en 1933 et emmèneront avec eux de nombreux syndicats qui seront connus sous le nom de "CNT d'Opposition".

Dans le numéro 22 de *Syndicaliste !* nous avons étudié le rôle joué par cette tendance dans le développement des athénées. Elle jouera aussi un rôle d'impulsion à la création d'une organisation de jeunesse: les Jeunesses Syndicalistes qui prendront ensuite le nom de Jeunesse d'Action Syndicaliste-Révolutionnaire (1).

Au début des années 30 toutes les sensibilités politiques et syndicales éprouvent le besoin de se reconstruire. Les jeunes sont peu organisés puisque la dictature a rendu difficile l'intervention publique du mouvement syndical. A la fin de l'année 1931, des Jeunesses libertaires se créent dans de nombreuses villes, ce qui va déboucher sur la constitution de la Fédération Ibérique des JL en juin 1932. L'objectif est bien entendu de former et d'éduquer une nouvelle génération de militants. Il est aussi de contrer le développement d'une opposition dans la CNT. Car dès le mois d'août 1931 s'est constituée une Jeunesse Syndicaliste. Elle ne se veut absolument pas l'organisation de jeunesse d'une tendance de la CNT. Elle revendique d'ailleurs le nom de "Jeunesses de la CNT". Ce n'est qu'en 1933 lorsque les trentistes seront exclus que les JS deviendront de fait une organisation interne aux "syndicats d'Opposition". Le "Manifeste des JS de Valence" publiée dans *Solidaridad Obrera* du 4 août 1931 est très intéressant. A côté des tâches d'éducation politique habituellement dévolues aux organisations de jeunesses, il y a deux objectifs qui démontrent la maturité politique de ce groupe: tout d'abord former les jeunes ouvriers avant même qu'ils ne soient envoyés comme soldats dans les casernes. Ainsi le journal des JS doit avoir pour fonction de "pénétrer dans les casernes afin de défendre le soldat contre la discipline et l'atti-



BOLETIN INTERIOR DE LA F. I. J. L. EN EXILIO

AÑO 8º. Nº 81-82

(Non destiné à la vente publique)

Agosto-Septbre. 1960

tude autoritaire de son chef". L'antimilitarisme s'inscrit donc dans une logique non pas de putsch ou de guérilla mais de sabotage interne. C'est un enseignement tiré des tentatives de soulèvement ouvrier contre l'armée, soulèvements qui seront souvent noyés dans le sang. Le second objectif sera de répondre à une des faiblesses congénitales à l'anarcho-syndicalisme, c.a.d. la formation des militants sur les questions d'économie afin de préparer la prise en main de la société par les travailleurs. Le manifeste des Jeunesses Syndicaliste, lancé depuis Valence, le bastion des trentistes, s'achève par un appel à constituer des

Jeunesses Syndicalistes au niveau national dans toute la CNT. Santiago Tronchoni, qui sera par la suite connu comme dirigeant de la Colonne de Fer, sera l'organisateur de ces Jeunesses Syndicalistes. Mais comme pour les JC en France à la même époque, les JS trouvent en face d'elles une organisation concurrente qui se crée là aussi pour contrer l'indépendance syndicale: les Jeunesses Libertaires. Il est bon de rappeler que les JL ne sont absolument pas l'organisation de jeunesse interne à la CNT, comme cela est souvent avancé dans les livres historiques. Elle est au contraire un mouvement directement lié à la FAI. Dans de nombreuses villes les JL s'affirment même comme la branche culturelle de la FAI. La divergence entre JS et JL n'est donc pas seulement idéologique, entre les partisans de l'indépendance syndicale et ceux favorables à l'entrisme. Mais elle est aussi liée à une logique organisationnelle. Les JS sont une organisation interne à la CNT, elle refuse donc le modèle de double séparation: séparation entre économie (syndicalisme de corporation) et politique (question de société), division pouvant expliquer l'absence de programme écono-

mique et socialiste de la CNT; ainsi qu'une séparation entre jeunes et vieux travailleurs, frein évident à la qualité de la formation.

Pour ce qui est des activités autres, que cela soit celles des JS ou des JL, on retrouve une intervention très nettement culturelle, sportive et éducative. Il faut cependant préciser que là aussi le modèle n'est pas le même. Dans son étude très poussée sur les athénées du Pays de Valence, Francisco Javier Navarro montre que bien souvent les athénées libertaires sont animées par les JL. Ce qui va expliquer le poids de cette organisation au sein de la mouvance anarcho-syndicaliste. Par contre la réalité est toute autre pour la tendance "syndicaliste". Si les activités culturelles sont souvent laissées aux Jeunesses, la formation et les débats politiques sont pris en charge par les syndicats. On est donc loin de la logique de saucissonnage qui a détruit le mouvement syndical de l'intérieur.

*1) en Espagne le terme de "syndicalisme libertaire" n'est pas synonyme dans les années 20-30 d'anarcho-syndicalisme.*

## Coordinations et Comités d'Action Lycéens: L'échec d'une expérience

La politisation de la société à la fin des années 60 va donner naissance à une des organisations de jeunesse les plus fortes dans l'histoire des luttes sociales en France. En effet, nous nous arrêtons à l'histoire des Comités d'Action Lycéens et à leur prolongement. En dehors de l'expérience des Jeunesses Syndicalistes au début du XXème siècle, c'est la première fois qu'une organisation de nature syndicale tente d'organiser massivement les jeunes.

A la fin des années 60, la jeunesse prolétarienne est loin d'être majoritaire dans les lycées. Mais elle s'y retrouve de plus en plus et y subit la sélection sociale. L'accès à un diplôme ne signifie plus automatiquement intégration à la bourgeoisie. Bien au contraire la massification des diplômés va rendre encore plus difficile l'ascension sociale. Le mythe du diplôme comme ascenseur social est cassé par la réalité: c'est plus que jamais la culture de classe et les réseaux sociaux et familiaux qui assurent l'accès aux postes de direction des structures capitalistes. Cependant le développement rapide du nombre de collégiens et de lycéens fait que pour certains jeunes prolos, la "formation professionnelle" se réalise désormais hors de l'entreprise, non plus seulement en apprentissage mais aussi dans l'enseignement public professionnel. La scolarisation de la jeunesse ouvrière s'allonge avec la mise en place des Collèges d'Enseignement Techniques (CET) au début des années 60, futurs LEP (1980) puis LP (1986), dans lesquels interviendront les CAL. Mais dans les lycées d'enseignement

général, la jeunesse prolétarienne commence, elle aussi, à entrer de façon non anecdotique.

Si les CAL ne sont pas à proprement parlé des organisations ouvrières, leur base sociale étant nettement multiclassiste, leur modèle et leurs partenaires demeurent les organisations ouvrières. Nous verrons donc en quoi ces ambiguïtés, multiples dès la création des CAL, expliqueront largement les causes de l'échec d'un syndicalisme prolétarien dans les lycées.

**Une création confuse :** Les premiers CAL naissent en 1967 sous l'impulsion des Jeunesses Communistes Révolutionnaires (scission récente des Jeunesses Communistes). Ils se créent dans la dynamique des Comités Vietnam Lycéens qui commencent à politiser certains secteurs de la jeunesse lycéenne de la région parisienne. Le 13 décembre 1967, journée de grève dans les universités et les entreprises, 6 lycées de la capitale sont touchés eux aussi par un mouvement de grève. Cette dynamique va donner naissance aux CAL. Les premières luttes se mèneront sur la question des libertés dans les établissements scolaires. En janvier 1968, deux manifestations sont organisées afin de soutenir un militant exclu de son lycée pour activité syndicale. La lutte débouche sur une victoire partielle. La structuration des CAL va donc s'amplifier, avec entre autre la participation aux grèves de l'éducation du 26 février où les CAL organisent des piquets de grève.

A la veille de mai 68 on peut estimer à une quarantaine le nombre de CAL présents en région parisienne auquel il faut ajouter 32 en province (1). Mais le mouvement va littéralement exploser au cours des "événements". Dès le 10 mai, les CAL appellent à la grève. 8 000 élèves du secondaire rejoignent donc la manifestation étudiante. Un certain nombre d'entre eux vont participer aux affrontements avec la police durant la nuit. La dynamique de dénonciation de la répression, influencée par les thèses "anti-autoritaires" très populaires dans les lycées, débouche sur une politisation très rapide de la jeunesse lycéenne. Dès le 20 mai, de nombreux lycées sont occupés. Initiés par les courants révolutionnaires, les CAL deviennent le lieu d'accueil de dizaines de milliers de lycéens dans toute la France. Ils sont regroupés autour de préoccupations le plus souvent culturelles et politiques (libertés démocratiques). Mais le déclenchement de la grève ouvrière influence les CAL et leur donne une connotation sociale.

échec a contribué au désengagement de nombreux militants de leur lieu de travail.

Cet écueil paraît être la question centrale actuellement tant pour le SR que pour l'anarcho-syndicalisme. Même lorsqu'il intervenait à un niveau restreint dans les années 30 en France (par la CGT-SR), l'anarcho-syndicalisme avait pour vocation d'exister en tant qu'organisation de masse. Les échecs successifs de la CGT-SR et de la CNT (fin des années 40) à faire vivre un syndicalisme de masse poussèrent de nombreux militants de ces confédérations à rejoindre soit la CGT (années 30) soit la CGT-FO. Mais depuis la vague gauchiste de 1968, le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme ont été imprégnés par cette culture activiste, pour laquelle agitation, médiatisation politique et luttes sectorielles ont pris le pas sur le travail d'implantation dans les entreprises et les unions locales.

Il n'est donc pas étonnant de constater que de très nombreux syndicats CNT, tout comme certains SUD, ressemblent davantage à des comités de luttes ou des collectifs de militants politiques qu'à des organisations prolétariennes. Il est d'ailleurs bon de rappeler que le syndicalisme révolutionnaire, tout comme l'anarcho-syndicalisme (même si cette stratégie y est moins théorisée) ont pour vocation première de construire des organes de contrôle ouvrier, c.a.d. des organes de luttes et de vie où au quotidien les travailleurs acquièrent des capacités de gestion et une conscience de classe. La logique de la lutte pour la lutte, au bout de laquelle aucune expérience n'est recueillie et/ou transmise, est complètement étrangère au syndicalisme de classe car sans développement des capacités de gestion et pérennisation des structures, aucune perspective anticapitaliste n'est envisageable. Tant que la classe ouvrière ne se sentira pas capable de gérer l'économie, elle sera incapable de dépasser son sentiment d'infériorité par rapport à la bourgeoisie et ne pourra pas par conséquent penser le Socialisme (il ne suffit pas d'y rêver).

Sans réelles pratiques syndicales de masse au quotidien, les militants n'ont alors plus d'autres objectifs politiques que se refermer sur leur appareil en espérant un développement numérique progressif, non plus pensé au niveau global du mouvement révolutionnaire mais seulement dans le cadre restreint de son sigle confédéral. Ceci explique pour partie pourquoi beaucoup de militants CNT (ou SUD) sont dans un premier temps très hostiles au sectarisme avant de sombrer eux mêmes dans cette logique après s'être identifié à leur nouvelle organisation.

Le mouvement de mai-juin 2003 a certainement marqué la fin du mythe du "syndicalisme alternatif" en France. Ces deux confédérations (CNT et Solidaire), si elles ne se remettent pas en cause, n'ont plus comme autre perspective de survie que de courir après la multitude de collectifs divers et Avariés du mouvement social. Elles se replieront alors sur un vivier de recrutement idéologique plutôt limité aux classes moyennes intellectuelles. Le problème de la survie même de ces deux confédérations se posera néanmoins, puisque la casse généralisée du service public atteindra les salariés qui composaient leur base sociale.

La paupérisation et la prolétarianisation de ces travailleurs pourraient les amener à se détacher d'une contestation majoritairement idéologique et/ou les conduire à exiger des pratiques de terrain auxquelles les syndicats alternatifs ne sauront répondre, comme la présence au quotidien dans les entreprises pour combattre le harcèlement et le management musclé.

L'autre danger encouru par ces deux organisations est de devenir un lieu d'accueil de "révolutionnaires" et contestataires aigris, qui derrière une phraséologie très radicale, cacheront leur peur d'en découdre avec leur patron.

Après la défaite des retraites et celles attendues sur l'assurance maladie et les privatisations, il faudra plus qu'un discours simpliste ou des gesticulations devant les caméras pour redonner confiance aux travailleurs et les réorganiser. La seule perspective qui se dessine serait donc l'adoption d'une stratégie d'unité dans le cadre d'un syndicalisme de classe, dépassant les logiques d'appareil et les discours simplistes. Sinon on se condamne à jouer le rôle d'irréductibles gaulois, tôt ou tard submergés par l'ennemi... et ce certainement plus tôt que tard.

(1) : Toutefois, les expériences multipliées dans le privé ces dernières années n'ont pas conduit le congrès de la CNT à évoluer sur la question des IRP. La brochure de débat sur les CE (dont le niveau théorique reste très idéologiquement marqué) est restée, semble-t-il très confidentielle au sein de l'organisation. Une motion présentée lors du Congrès est pour le moins significative de cette dualité de la CNT, toute la présentation justifie la participation aux CE tandis que la motion proposée au vote s'y oppose. Au final, cette participation devra rester exceptionnelle et être justifiée aux « instances ».

(2) : Cette réalité est d'ailleurs la même dans beaucoup de SUD mais dans une moindre mesure : les idées altermondialistes, autogestionnaires, féministes tiennent lieu de socle commun...



Les CAL servent donc de réceptacle à une jeunesse totalement inorganisée un mois plus tôt. Les préoccupations sont donc très diverses. Les organisations gauchistes, à l'origine des CAL, n'influencent directement qu'une minorité de membres vers une stratégie de politisation radicale. Les débats entre courants philosophiques ainsi que la solidarité avec le Vietnam ont mobilisé des noyaux, à l'origine des CAL. Mais la plupart des lycéens en grève adhèrent avant tout à des revendications culturelles et corporatives. Le discours politique n'est qu'un vernis théorique qui donne une dimension romantique à la lutte. Il ne faut pas pour autant sous-estimer l'influence du mouvement ouvrier qui est déterminante à partir du milieu du mois de mai 1968. A l'autre extrémité, il ne faut pas oublier que si le poids des JCR et des Jeunesses Anarchiste-Communistes est primordial dans la création des CAL, le courant chrétien est loin d'être négligeable dès les débuts du mouvement.

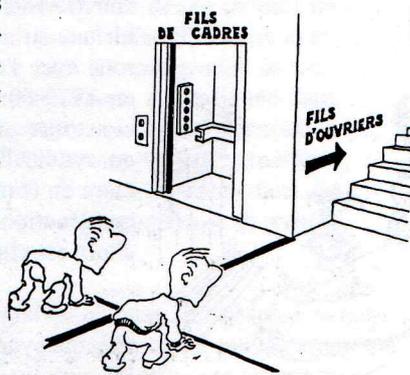
Rapidement, les divergences vont donc apparaître. Chaque sensibilité politique va alors tenter d'utiliser les CAL comme outil de constitution d'une clientèle politique. Mais aucune d'entre elle ne va essayer de s'appuyer sur les CAL afin d'élargir cette expérience à toute la jeunesse prolétarienne en formation. Et pourtant le potentiel existe. La jeunesse ouvrière s'est radicalisée. Bien souvent, dans les usines c'est elle qui pousse les aînés à partir en grève bien avant l'appel officiel de la CGT. Les apprentis se politisent rapidement. Mais surtout, les CAL vont avoir un poids très important dans les Collèges d'Enseignement Techniques. Or toutes ces tendances politiques, qui se réclament continuellement du mouvement ouvrier, ne profitent pas de l'existence des CAL pour donner naissance à une organisation syndicale de la jeunesse prolétarienne en formation.

Au contraire, le déchirement interne et les luttes de factions mettent vite un terme à la première expérience des CAL.

Aucune des organisations d'extrême gauche ne veut faire des CAL une structure syndicale ou "pan-syndicale" (de finalité syndicale). Nous verrons pourquoi. Par ailleurs elles vont donc laisser le terrain aux Jeunesses Communistes.

Dès le 11 mai, le développement exponentiel des CAL oblige les JC à se rallier et à constituer des CAL. Et au sortir du mouvement de mai il y a une forte attente en ce qui concerne la constitution d'une organisation de masse, structurée à une échelle nationale. Mais tout cela se fait dans la précipitation. Des Assises nationales des CAL sont convoquées pour le 19 juin 1968. Le développement a été trop rapide pour qu'un débat serein s'engage à partir de réflexions approfondies dans les lycées. La logique d'affrontement politique va donc prendre le dessus. La proposition des JC de transformer les CAL en organisation syndicale est affrontée par un front uni de l'extrême gauche. La direction des JC décide alors d'assumer la scission en créant l'Union Nationale des CAL (UNCAL), dissidente.

De l'autre côté, la JCR impose son hégémonie sur la majorité des CAL. Mais nous verrons que dès 1969 la Ligue Communiste, issue des JCR, choisit de dissoudre les CAL afin de privilégier une apparition plus visible de son propre appareil.



## Le développement de l'UNCAL :

Le Mouvement des Jeunesses Communistes de France met finalement beaucoup de forces dans le développement des CAL. Et le mouvement d'implantation dans les lycées est globalement une réussite. L'UNCAL dispose de bastions sur la région parisienne et marseillaise mais aussi au delà. Dès 1971, l'UNCAL bénéficie d'une réelle implantation nationale.

Les CAL vont avoir deux types d'intervention. Pendant les mouvements de grève nationale, que cela soit au début de l'année 1971 pour protester contre l'incarcération du lycéen Gilles Guiot ou au printemps 1973, les CAL tentent d'apparaître comme des comités de lutte regroupant le maximum de grévistes. Ce qui est bien différent de l'activité de tous les jours où les CAL organisent avant tout des militants ou les sympathisants. Mais jusqu'au printemps 1976 des luttes nationales massives éclatent chaque année (la réforme Fontanet en 1974 et celle d'Haby en 1975-76), ce qui maintient une dynamique quasi permanente.

Et dans ce cadre, il est intéressant d'analyser le rôle des CAL car il est très contradictoire. En 1968, les CAL jouaient pour ainsi dire le rôle de coordination où se retrouvaient tous les lycées mobilisés. Dès l'année suivante le CAL n'est plus qu'une organisation pan-syndicale mais ne regroupant de fait qu'une sensibilité politique, même si c'est la plus puissante. Les militants catholiques et modérés qui ont rejoint les CAL en mai 68, ne suivent pas longtemps les JC dans leur projet d'UNCAL.

Ces 4 années de mobilisations sont marquées par la création de coordinations nationales dominées par l'extrême gauche (principalement Ligue Communiste, AJS-OCI, LO et libertaires). Toutes ces composantes se retrouvent dans leur hostilité à l'UNCAL, perçue comme une organisation stable et menaçant donc la stratégie des "comités de lutte". Il n'est pas faux que dans de nombreuses villes, la création de l'UNCAL soit due aux consignes des Jeunesses Communistes. Dans les luttes, les JC sont constamment marginalisés par les lycéens influencés par l'extrême gauche. Pour les JC, l'UNCAL devient donc un moyen d'apparaître dans la lutte de façon active (2) et d'éviter la marginalisation dans les coordinations. Mais nous verrons que les logiques de manœuvres politiques n'expliquent pas à elles seules l'apparition de l'UNCAL. Il y a, en effet, une vraie logique syndicale dans la création de l'UNCAL.

Dans les grandes mobilisations lycéennes de printemps, l'UNCAL tente de s'imposer dans les coordinations, et elle y arrive plus ou moins. Mais le poids de l'UNCAL doit en fait beaucoup plus à son activité permanente dans les lycées, en dehors de ces « temps chauds ».

La plupart des militants de l'UNCAL, eux-mêmes fils ou filles de cégétistes, héritent de la culture syndicale. Dans les lycées une des principales activités va consister à lutter contre la répression et à protéger les militants. Les exclusions pour activité politique sont alors très nombreuses dans les lycées. L'UNCAL va réussir, par un travail prolongé, à lutter efficacement contre la répression. P. Ariès (3) fait remarquer que les militants ne sont pas exposés de façon maladroite (comme c'est parfois le cas pour ceux de l'extrême gauche). C'est surtout en menaçant les proviseurs de campagne de dénonciation publique que les CAL arrivent en 1977 et 78 à préserver leurs militants de la répression.

L'UNCAL va aussi maintenir son implantation grâce à ses « semaines d'action » et ses « journées de luttes ». Beau-

coup convergent d'ailleurs avec les dates de grève des organisations syndicales ouvrières ou des fédérations de l'éducation sur la base d'une unité de classe.

Sinon, la question des libertés démocratiques et culturelles au sein du lycée sont souvent présentes dans les plate-formes de lutte. Mais elles sont loin d'être exclusives. Il y a même des journées d'actions sur les questions internationales : Espagne, Vietnam, Chili,...

La question des conditions de travail est également omniprésente: assurer le remplacement des personnels d'éducation absents, amélioration de la nourriture et de l'internat, lutte contre la précarité des personnels... si la revendication est populaire, le CAL peut très bien mobiliser des centaines de jeunes dans le lycée, même sur une lutte locale.

Ce sont d'ailleurs ces petites victoires locales qui donnent une envergure et un élan à l'UNCAL. L'UNCAL revendique 700 CAL dans les établissements et 30 000 adhérents. Les vrais chiffres semblent se rapprocher des 20 000 adhérents.

Par contre l'UNCAL n'aura jamais le poids suffisant pour lancer une lutte nationale qui permettrait d'imposer son programme de démocratisation des lycées. Outre le droit de grève, ce « *statut du lycéen* » reprend des revendications qui s'inscrivent dans la continuité de l'expérience syndicale ouvrière et du contrôle ouvrier. Car si l'UNCAL se bat pour l'élection des délégués de classe et des représentants lycéens dans les Conseils d'Administration elle le fait sur une base syndicale correcte : « *l'élément moteur de l'action syndicale, des luttes est le comité. C'est lui qui dirige l'activité des délégués.... Le délégué de l'UNCAL est comme tous les adhérents du syndicat auquel le comité a confié une tâche... Il doit rendre compte de son mandat en comité. Quelle que soit sa valeur, le délégué ne peut remplacer l'organisation* » (4). C'est sur ces bases que des milliers de délégués de l'UNCAL se font élire.

### L'organisation syndicale face aux politiques:

Nous avons vu que dès 1968 les CAL entrent en crise. Aux Assises nationales de 1968, les JCR se retrouvent de fait à la direction de l'organisation. Mais cela ne va pas durer longtemps. Dès 1969, cette organisation politique décide de dissoudre les CAL. Les trotskistes de la Ligue Communiste estiment que la priorité est désormais d'organiser l'avant-garde révolutionnaire. la LC (comme son courant international à l'époque) a théorisé la situation comme étant révolutionnaire (Mai 68 comme répétition générale). Cette politique anti-syndicale au niveau lycéen à la sortie de Mai 68 s'est retrouvée dans l'UNEF (il y aura le même débat d'ailleurs concernant les comités de soldats: des comités larges, à vocation syndicale, ont été délibérément cassés pour être transformés en comités rouges !). Les CAL pourraient également faire de l'ombre aux Comités Rouges Lycéens lancés comme satellites de la LC-JCR.

Cette logique n'est pas propre à la Ligue Communiste. La plupart des organisations gauchistes s'alignent de fait sur une logique d'avant-garde de plus en plus marquée. Cette ligne politique est traditionnelle dans la plupart des partis d'extrême gauche. Mais après 1968, il est tentant de délaissier l'organisation des travailleurs, de tous les travailleurs, pour se centrer sur un

travail plus rapide et plus "payant": recruter "l'avant-garde large" issue des grèves de mai 68. Ailleurs on l'appelle "couches radicalisées", "gauche ouvrière", "frange révolutionnaire"... Mais pour influencer et conquérir "l'hégémonie" sur ces secteurs radicalisés la tentation va être à la surenchère et ce au détriment du travail de masse, syndical et persévérant à la base. On aurait pu croire que cette délimitation entre la masse des lycées et l'avant-garde se serait fait au nom d'une rigueur de recrutement social. Il n'en est rien, bien au contraire. Si l'organisation lycéenne de masse est liquidée ce n'est absolument pas pour faire émerger une nouvelle organisation destinée aux jeunes prolo. La sélection se fait uniquement sur le discours et la radicalité d'action.

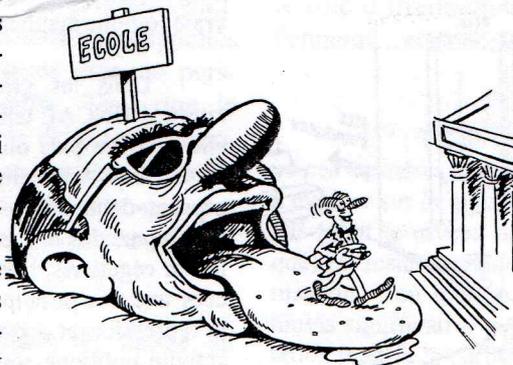
Très rapidement toutes les sensibilités gauchistes souhaitent la liquidation des CAL. L'implosion se produit en mai 1969 lors du congrès national.

D'ailleurs, dès la retombée de juin 1968, les CAL sont de fait en crise. Leur direction révolutionnaire n'arrive pas à leur donner des objectifs immédiats. Les CAL se referment sur eux, isolés chacun dans leur lycée. Aucune sensibilité politique ne va jouer le jeu d'un syndicat lycéen ou d'une organisation syndicale de jeunes travailleurs. Les anarchistes, organisés autour des Jeunesses Anarchistes Communistes et des situationnistes, montent une opposition interne en février 1969. Mais lorsqu'au congrès national la LC quitte le bureau national, ils s'opposent immédiatement aux militants autogestionnaires du Mouvement Révolutionnaire. Le glissement du mouvement libertaire vers les classes moyennes se confirme. La composante ouvrière du mouvement libertaire, représentée par l'Alliance Syndicaliste Révolutionnaire, recrute très peu de jeunes scolarisés. Ceux-ci s'orientent vers les groupes ultra-gauche (ORA, OCL, situ...). Là aussi la priorité est désormais de dégager une frange activiste se retrouvant dans une politique d'actions radicalisées, fractionnées et souvent groupusculaires. Lors des luttes lycéennes de 1974-75, le mouvement libertaire, très influent se sépare et constitue sa propre "Coordination lycéenne anti-autoritaire". C'est la ligne également suivie par la quasi totalité des groupes mao.

Il en est de même des sensibilités trotskistes. Nous l'avons vu pour la JCR-LC et l'AMR ("pablistes"). Les autres courants, qui se réclament d'une expérience syndicale (OCI) ou "ouvriériste" (LO) n'arrivent pas à définir une stratégie cohérente. Nous le verrons avec l'exemple de la grève des LP en 1979-80. Il y a bien une volonté de construire une organisation qui se réfère au syndicalisme. Mais lorsque celle-ci entre en contradiction avec la logique de construction du parti d'avant-garde, le choix est vite fait ! On la liquide !

Malgré son discours syndical hérité du syndicalisme-révolutionnaire, le PC aura finalement la même politique de sabotage à l'égard de l'UNCAL. Au début de l'année 1973, les JC sont sur le point de saborder les CAL mais l'explosion lycéenne va être telle, que l'UNCAL est finalement maintenue afin de prévenir un retour en force des gauchistes dans les lycées grâce à leur utilisation des coordinations. L'UNCAL est donc finalement lancée comme organisation syndicale permanente et nationale. Elle dispose du soutien des UD CGT, ce qui n'est pas rien au niveau matériel et moral.

Mais cette activité permanente des CAL va finir par créer une



mentalité syndicaliste de plus en plus autonome et développer les contradictions internes au JC. Pour contrer les critiques de ses rivaux potentiels et subissant l'influence de la Charte d'Amiens, les JC sont contraints de défendre publiquement l'indépendance des CAL par rapport aux partis politiques. De plus en plus de militants vont se prendre au jeu de cette indépendance syndicale. Certains privilégient l'action syndicale au point de finir par combattre les pressions des JC et de défendre l'autonomie d'action des CAL (5). Et cette mouvance "syndicaliste", décrite par P. Aries, va être confrontée à une terrible réalité: le renouvellement des militants qu'il faut constamment assurer. Car bien entendu le statut de "lycéen" est forcément provisoire s'il ne s'inscrit pas dans une démarche de classe. Malgré le soutien de la CGT, l'UNCAL se veut une organisation autonome qui doit assumer sa propre activité. Or cela est impossible dans les faits. Les élèves de terminale sont souvent pris par la préparation du bac. Et ceux des deux premières années de lycée manquent souvent d'expérience militante pour stabiliser la vie de l'organisation. L'UNCAL ne survivra donc pas au recul militant de la fin des années 70. La seule possibilité aurait été d'intégrer les lycéens à la confédération CGT, dans le cadre de collectifs de "jeunes" regroupant des étudiants, des apprentis mais surtout de jeunes actifs. Cette organisation aurait d'abord permis de donner une dimension classiste au syndicalisme lycéen, de poser clairement la nature de classe du recrutement, mais surtout de stabiliser la lutte sur le long terme et sur une base plus massive.

Mais cette logique entre en conflit avec les intérêts de l'appareil des JC. C'est au moment où l'UNCAL dispose d'une véritable légitimité politique qu'elle va s'éclipser. La crise des organisations gauchistes qui repose en grande partie sur leur incapacité à avoir assuré une présence continue dans les lycées, laisse le terrain à l'hégémonie de l'UNCAL. Plus personne ne conteste sa légitimité. Mais elle dérange les appareils politiques et en premier lieu les JC. C'est donc plus par fragilité interne, que par hostilité extérieure que l'UNCAL s'éclipse. Les Unions Départementales CAL disparaissent progressivement les unes après les autres par manque de militants. Les JC dissolvent à la fin des années 80 ce qu'il reste des CAL.

Comme bien souvent, les syndicalistes n'ont pas réussi à maintenir un suivi organisationnel. S'ils ont réussi dans certaines villes à s'affranchir politiquement des appareils philosophiques, les syndicalistes lycéens n'ont pas réussi à s'affranchir dans la pratique. La culture syndicaliste n'est pas encore assez ancrée dans la jeunesse pour permettre un renouvellement des militants. Les schémas sociaux-démocrates ou gauchistes demeurent hégémoniques chez la plupart des jeunes militants. Dans la jeunesse lycéenne, tentée par les idéologies romantiques on est plus attiré par l'action philosophique que par la lutte des classes. C'est en grande partie dû à la séparation sociale entre les lycéens et leurs camarades actifs ou apprentis. Cette division est légitimée par la CGT qui refuse de syndiquer les lycéens et les étudiants.

Nous allons voir que les lycéens du professionnel auraient pu servir de lien entre les différents secteurs de la jeunesse prolétarienne. Mais là aussi la division sera de mise.

### Dans les CET:

Dès mai 1968 les élèves des CET se dotent de leur propre organisation, il est vrai reliée aux CAL: Les Comités d'Action de l'Enseignement Technique (CAET). Outre les revendications démocratiques et matérielles, une reven-

dication ressort très régulièrement des plate-formes revendicatives des CAET: l'organisation de stage en entreprise afin de relier le monde scolaire à l'entreprise. Il faut bien comprendre que cette revendication naît dans un contexte social très particulier: en pleine grève de masse où la culture livresque est contestée au nom d'une idéologie prolétarienne hégémonique. Bien entendu ces stages sont proposés sur la base du contrôle ouvrier, en lien avec les sections syndicales des entreprises. Mais dans le contexte du recul social des années 80 ces stages vont prendre un sens totalement différent, d'autant plus que les pratiques de contrôle ouvrier s'effritent.

Les CAET mettent aussi l'accent sur la reconnaissance des diplômes par les conventions collectives ainsi que la constitution de filières techniques en bac et en classes préparatoires. On retrouve aussi un renforcement ou la mise en place d'enseignements généraux (6).

Outre l'augmentation du nombre de bourses d'étude, les CAET demandent aussi le retrait des patrons de toutes les commissions scolaires et entre autre des jurys. Il est également demandé la diversification des filières de formation ainsi que des ouvertures de sections afin d'éviter la sélection et la gestion de la formation selon les intérêts patronaux.

Cette première intervention des collégiens des CET va déboucher sur une politisation de cette jeunesse prolétarienne en formation. Lors de la lutte lycéenne de 1973 pour le rétablissement des sursis militaires, les élèves vont d'ailleurs être les premiers à partir en grève. Mais rapidement leurs revendications sont noyées dans celles des lycées. Les élèves des CET constituent donc leur propre coordination. Cette séparation est également justifiée par une culture de classe qui est courante chez les jeunes prolos des CET: la méfiance à l'égard des lycéens. Mais cette coordination autonome a aussi pour objectif de défendre à nouveau des revendications spécifiques comme la reconnaissance des DUT par les Conventions collectives. Les élèves les plus motivés sont ceux de BEP pour qui l'accès à un diplôme plus valorisé ne débouche pas sur une reconnaissance (les BEP n'ont jamais été reconnu par les Conventions collectives). Cette revendication revient donc constamment dans les luttes des CET et permet de faire un lien direct avec les travailleurs en activité sur la question du droit à la formation professionnelle.

Il existe donc une base d'appui réelle pour la création d'une organisation syndicale dans les CET, pouvant déborder sur la syndicalisation de lycéens sur une base de classe. Il y aura bien deux tentatives après la grève de 1973 mais elles se construiront sur des bases ambiguës.

### A propos de la réforme Beullac :

**Si les stages en usine, à 14 ou 15 ans, sont une «ouverture sur la vie», pourquoi la bourgeoisie n'y envoie-t-elle pas ses fils ?**



Dans la plupart des grandes villes, des milliers de jeunes de LEP sont descendus dans la rue pour crier «Non nous n'irons pas en stages, «Oui à l'éducation, non à l'exploitation».

## La grève des LEP de 1979-1980 :

A la rentrée 1978 un mouvement de lutte lycéen se développe à nouveau. La coordination lycéenne, construite dans ce cadre, décide l'organisation d'un "Congrès national lycéen". Celui-ci va intervenir au moment où un combat central se mène dans les Lycées d'Enseignement Professionnel. Dès la fin du premier trimestre des luttes sporadiques éclatent contre l'austérité et ses répercussions dans les lycées. Mais c'est la réforme Beullac qui va concentrer le mécontentement.

La nature de cette réforme s'inscrit dans le cadre d'un plan global de la bourgeoisie pour imposer une modernisation de la gestion de la main d'œuvre: pactes nationaux pour l'emploi avec entre autre les "stages Barre", développement de l'apprentissage, régionalisation des formations, fractionnement des qualifications en "unités comptabilisables". Initialement, un projet de loi Beullac-Legendre devait être déposé à l'Assemblée nationale. Mais pour contrer une riposte unifiée des travailleurs, les mesures sont finalement présentées de façon séparée, ministère par ministère. Dans les CET (qui se transforment alors en LEP) la circulaire Beullac impose aux élèves, "à titre expérimental", des stages en entreprises. Le gouvernement teste la réforme sur 30 000 des 600 000 collégiens des LEP-CET. Cet aspect "expérimental" ne convaincra pas les élèves de CAP. Les collégiens des LEP, vont entrer en lutte sur tout le territoire.

Il est étonnant de voir à quel point la loi sur la formation professionnelle votée en mai 2004 plonge ses racines dans les premières réformes de 1979-80. Le discours est déjà le même en 1979 : les stages doivent favoriser l'insertion et "donner une chance à tous ceux qui quittent l'école sans aucune formation". A l'époque, le gouvernement estime à 300 000 le nombre d'élèves qui quittent l'école sans qualification (7).

Le gouvernement va profiter du revirement de la FEN et de son syndicat de l'enseignement professionnel, le SNE-TAA, pour imposer sa réforme. Autrefois hostile à l'apprentissage, la FEN se rallie alors à la logique de l'alternance (partage de la formation entre Education nationale et entreprises). Ce revirement est justifié par la volonté de lutter contre l'apprentissage sur son propre terrain: la formation en entreprise ! Dans les faits, c'est le début du ralliement du syndicalisme enseignant à la logique de collaboration de classe: le partenariat patronat-Education nationale. Car dans les entreprises, ce ne sont pas les syndicalistes qui organisent les stages mais bel et bien les tuteurs nommés et dirigés par le patron, quand ce n'est pas le patron lui-même qui assure la « formation » dans les PME.

Pour justifier sa trahison la FEN présente la circulaire Beullac comme une simple mesure d'ordre pédagogique sur laquelle les enseignants devront exercer leur contrôle. Or l'introduction des stages amène une réorganisation du service des profs, leur temps de travail étant désormais annualisé dans leur statut. C'est également l'introduction des évaluations en cours de formation, ce qui dévalorisera les diplômes nationaux et leur donnera de plus en plus un contenu local et une reconnaissance moindre (le prof étant tenté de sur-noter ses propres élèves). Mais, surtout, cela légitime les patrons dans leur gestion de la formation, alors

que depuis la Libération l'apprentissage est clairement discrédité par la faible qualité de sa formation. En cédant une partie de la responsabilité des enseignements aux patrons, la FEN prépare la fin de l'enseignement public.

Quant au syndicat SNETP- CGT, aussi influent que la FEN dans les CET, il combat au début la réforme, avant de se retrancher sur une position de compromis: "Les enseignants doivent être les garants de la qualité des stages". Il est vrai que les syndicats subissent la pression de nombreux enseignants, corporatistes, qui trouvent que les stages les débarrasseront d'un certain volume de travail. Ces stages seront pourtant un des facteurs de déqualification de la main d'œuvre et de dévalorisation des LEP. On rentrera alors dans un cercle vicieux. Les enseignants, épuisés par le stress de la gestion de classes difficiles, acceptent l'accroissement des périodes de stages en entreprises afin de "se reposer". Même si ces périodes désorganisent un peu plus le travail pédagogique et favorisent donc l'instabilité des cours. C'est au cours de ces années que le statut des professeurs de l'enseignement professionnel est requalifié par le Ministère, mais dans les faits l'image des LEP, puis des LP, s'effondre et les conditions de travail se détériorent. Ancrés dans une vision corporatiste de l'enseignement professionnel, les enseignants et leurs syndicats vont participer à la condamnation à mort de l'enseignement professionnel.

En décembre 1979, les CET du Havre sont en grève contre la réforme Beullac. En janvier la lutte s'étend. Dès le 16 janvier, une manifestation, lancée par l'OCI, regroupe plusieurs centaines de collégiens à Paris. En parallèle, une coordination des lycées se monte à Jussieu le 23 janvier. Elle décide d'une manifestation centrale pour le 30 janvier;

L'OCI maintient son réseau et constitue dès le 26 janvier un "Comité central de grève" avec des délégués d'une trentaine de lycées. L'OCI appelle pour le 29 janvier à sa propre manif. La direction de l'OCI va avoir une lourde responsabilité dans la division du mouvement. Car le mercredi 30 janvier une tentative de fusion des deux coordinations est tentée mais l'OCI refuse et quitte la réunion avec ses délégués pour maintenir son propre comité de grève qui se réunit dans les locaux du Parti. Nous verrons à quelle fin.

Le 5 février à Paris, ce sont 6 000 collégiens d'une soixantaine de LEP qui manifestent alors que la manifestation de l'OCI en regroupe deux milles à un autre endroit de la capitale.

Cette grève fait peur à tel point que dans plusieurs établissements scolaires la police intervient pour arrêter des grévistes. Il y aura des dizaines d'arrestations et des matraquages.

L'impossibilité de construire l'unité et l'attitude complaisante des syndicats enseignants et de la CGT expliqueront pour une grande partie la défaite de la lutte de 1980. Là où le mouvement a été le plus fort, des stages sont suspendus ou reportés. Mais l'année scolaire qui suit voit un doublement du nombre de lycéens stagiaires (60 000). Comme d'habitude les organisations gauchistes sous-estiment l'impact de la défaite. Il est vrai qu'elles ont fait le plein de nouveaux militants. Pourtant la défaite est bien réelle et l'on peut se demander quel est l'intérêt d'adhésions à des organisations révolutionnaires qui n'ont pas su offrir des perspectives victorieuses. Comme bien souvent il n'y aura pas de bilan tiré et la radicalisation momentanée de

**barricades**  
0.50  
"Comrades, aux barricades, aux barricades des coeurs et des âmes" Maichowski  
 **contre les stages**  
**il faut la grève générale**

la jeunesse ouvrière en formation ne se prolonge pas dans la durée. Privilégiant les déclarations verbales et sous-estimant l'importance de l'organisation des masses, les partis d'extrême gauche annoncent une nouvelle mobilisation à la prochaine rentrée. Mais comme par hasard, cette mobilisation ne prendra pas.

Une occasion historique a été perdue. Les jeunes des LEP se sont massivement mobilisés sur une revendication qui posaient clairement leurs intérêts de classe face à ceux des patrons. La question des stages ( et des sous-contrats de travail ) et de la qualification sont directement posés. Cette dernière revendication permet d'établir un lien direct avec les intérêts des travailleurs actifs. Pour que la lutte soit victorieuse il fallait donc un lien direct entre ces deux secteurs du prolétariat. Cette organisation aurait dû être une organisation syndicale de jeunesse, et si possible adhérente à la CGT.

Il n'en sera rien. Il n'y aura pas de continuité et en quelques années la présence militante va s'effondrer dans les LEP. Le positionnement de la direction CGT a discrédité la confédération auprès des jeunes. Les différentes organisations gauchistes ne se remettent pas en cause et elles subissent rapidement les conséquences de l'intégration du mouvement syndical mené par la social-démocratie. Les avant-gardes ont une influence à la marge sur le mouvement ouvrier. Sans stratégie syndicale autonome, limitée à une logique de lobbying, elles subissent le reflux du mouvement ouvrier, que cela soit dans les entreprises, comme dans les LEP.

### Les factions politiques contre le syndicalisme de classe:

Ce mouvement des LEP de 1979 aura été l'occasion parfaite pour construire une organisation syndicale de la jeunesse ouvrière.

Après avoir combattu pendant 10 ans toute forme de syndicalisme dans la jeunesse scolarisée, les JCR se rallient, dans le cadre du Congrès national lycéen de 1979, à la perspective d'un "syndicat de lycéen". Il est vrai que le mythe de "l'avant garde large" commence à ne plus trop correspondre à la situation sociale de la France. La Ligue Communiste Révolutionnaire n'a pas réussi à s'affirmer comme direction politique des nouvelles couches radicalisées. Le parti, les JCR, tout comme les satellites ressemblent d'avantage à des passoires qu'à des organisations de masse. Les JCR sont dans tout ce qui bouge mais l'implantation prolétarienne stable est réduite à sa plus simple expression. Une réorientation stratégique semble donc s'imposer afin d'inscrire l'influence de la LCR dans la durée.

Cette évolution peut paraître d'autant plus positive que cette sensibilité trotskiste commence à réduire les mots d'ordre démocratiques au profit de revendications de classe: "contre l'austérité, pour le droit à l'emploi et le droit à la formation" (8), pourtant la plupart des étapes transitoires sont toujours marginalisées, voire refusées. Les Cercles Barricades (futurs JCR reconstruits) combattent par exemple les propositions de représentation des élèves dans les Conseils d'Administration, forme de contrôle ouvrier revendiqué par certains secteurs lycéens. Cependant, l'évolution syndicale est sensible. Mais ce revirement est partiel et apparaît comme largement opportuniste. Les JCR ne bénéficient donc pas d'une position de force afin de matérialiser leur projet de syndicat lycéen. La lutte dans les LEP va être l'occasion de créer une Coordination Permanente Lycéenne en février 1980, qui se veut de nature syndicale. Mais les JCR n'ont pas de véritables partenaires pour faire

vivre ce projet. Il y a bien les CCA ( trotskistes « pablistes » ) et les très groupusculaires MJS, mais tout ceci est bien faible. On peut aussi se demander si la tactique est clairement comprise par les militants de la JCR. Est-elle d'ailleurs cohérente ? On peut en douter, ne serait ce qu'avec le nom choisi: un syndicat qui s'appelle "Coordination permanente" ! Le journal des JCR se félicite que les "comités locaux" de la Coordination Permanente Lycéenne soient "indépendants" ? Cette confusion n'est pas la meilleure façon de faire comprendre ce qu'est un syndicat à des jeunes qui sont en outre sous l'influence des tendances gauchistes. En fait ce repositionnement a surtout une logique interne (9).

Lutte ouvrière dispose d'une implantation plus nette dans les CET. Son discours qui se veut ouvrieriste a été suivi d'une tactique d'implantation dans les CET, autour d'une structure pour la moins étonnante: "Ceux du Technique". Le poids

## JOURNAL DU COMITE CENTRAL DE GREVE DES CEES D'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

4 février 1980

Prix : 1 F

## JOURNAL DU COLLECTIF PROVISOIRE POUR L'ORGANISATION DES JEUNESSES DES REVOLUTIONNAIRES

Samedi 16 février 1980 - Prix 1 F

de LO dans la coordination du technique en 1973 lui a permis de transformer celle-ci en une nouvelle organisation: « Ceux du Technique ». Mais c'est avant tout un bulletin et aussi un satellite organisationnel de LO, un comité large regroupant les sympathisants. "Ceux du Technique" n'est pas véritablement structuré au niveau national et son intervention est avant tout théorique et verbal. Il est vrai qu'il n'y a pas besoin de structuration puisque ce « comité » sert avant tout de couverture pour le recrutement de futurs militants d'avant garde.

Mais LO et sa branche "Ceux du Technique" vont se lancer intensément dans la lutte de 79-80.

En 1979, l'OCI (et sa branche jeune l'AJS) est certainement une des organisations d'extrême gauche qui a l'expérience syndicale la plus marquée. Cette expérience, développée au sein de FO, s'est conclue par la prise de pouvoir dans l'UNEF mais surtout par sa reconstruction dans les universités. Plutôt que de céder à l'agitation en direction de toutes les luttes de société, comme c'est le cas pour la majorité des organisations gauchistes, l'OCI-AJS définit des axes d'intervention durables, avec une dynamique de nature syndicale. C'est ce qui explique pourquoi son intervention frileuse en mai 68 ne va pas l'handicaper longtemps. En mai 68, l'AJS n'existe pratiquement pas dans les lycées et peu dans les facs. Dix ans plus tard, son poids est énorme, incontournable dans les facs mais aussi dans les LEP. C'est ce que va démontrer la grève de 1980.

Et pourtant, cette expérience syndicale n'est pas appliquée sur le terrain des LEP. Il est vrai que la situation politique n'est plus la même. L'OCI vise à atteindre les 10 000 militants afin de s'imposer dans le cadre de l'Union de la Gauche. Le contrôle des organisations de masse n'est pas la priorité. Il faut au contraire orienter les nouveaux militants vers le parti. Il faut également confirmer son poids hégémonique au sein du mouvement révolutionnaire.

L'OCI vient de provoquer une scission au sein de la LCR et des JCR. Les dissidents organisés au sein de la Ligue Communiste Internationaliste vont fusionner avec l'OCI. A cette occasion est créée l'Organisation de la Jeunesse Révolutionnaire.

L'OJR va alors être présentée comme le débouché logique de la lutte contre la réforme Beullac. Il est étonnant de voir la façon dont le journal du Comité Central de grève se transforme subitement en journal de l'OJR. De même, dans de nombreux établissements, la grève est gérée par des "comités de luttes-OJR". La démarcation entre organisation politique et comité de lutte est volontairement gommée afin de faciliter l'intégration des jeunes grévistes à l'OJR.

Une fois l'OJR constituée et la lutte contre la réforme Beullac perdue, cette sensibilité ne va rien trouver de mieux que de constituer une "délégation permanente de l'assemblée nationale des délégués de classe", dans laquelle se retrouvent quasi exclusivement des délégués de l'OJR. En concurrence avec l'UNCAL et la Coordination Permanente des LEP (proche de la CGT), cette nouvelle structure officialise une division totale des jeunes des LEP.

Les organisations proches du PC vont jouer un rôle très important dans cette lutte. Il est vrai que l'enjeu des CET a été ciblé par l'appareil CGT en 1973. Il est hors de question de laisser les jeunes prolos des CET à l'influence de la propagande gauchiste. La CGT s'est donc lancée après la grève de 1973 dans la création d'une Coordination Permanente des CET. Cette structure pan-syndicale est soutenue directement par les profs CGT, majoritaires dans les CET. Lorsque éclate la grève de 1979-80, cela fait déjà 4 ans que la CP-CET est active. Les plates-formes revendicatives de la CP avancent des points centrés sur la formation professionnelle. Mais elle fait preuve d'une certaine ouverture en ce qui concerne les positions traditionnelles de la CGT: l'avortement et la contraception sont repris comme revendications, tout comme l'égalité des droits pour les filles et les immigrés. Cela s'est parfois fait avec de vives tensions à l'égard de la direction CGT.

La CP subit la pesanteur de la CGT. L'appareil confédéral perçoit davantage la CP comme un lieu de sélection de futurs cadres syndicaux que comme une structure de lutte immédiate. L'objectif n'est donc pas d'organiser de vastes luttes nationales et d'établir une jonction avec la classe ouvrière active. Cette stratégie de fractionnement sectoriel sera donc appliquée dans la lutte contre la réforme Beullac.

Cette expérience va être catastrophique à plusieurs niveaux car le schéma organisationnel adopté par l'appareil confédéral est doublement négatif. Il refuse de faire de la CP une commis-

sion interne à la CGT et donc de mettre toute la puissance interprofessionnelle de la CGT au service des lycéens. De plus, l'alignement mécanique de la CP sur l'appareil CGT aura pour conséquence de créer un sentiment de méfiance des lycéens grévistes à l'encontre de la confédération. Les militants d'extrême gauche vont donc pouvoir revendiquer l'indépendance de la CP à l'égard de la CGT.

## Conclusion

Une succession de manœuvres, menées par différents appareils, aura donc pour conséquence de casser dans l'œuf les nombreuses potentialités des années 70. Non seulement aucune organisation syndicale n'est sortie des luttes lycéennes, et entre autre de celles des CET-LEP, mais ce sectarisme et ces échecs laissent un goût amer aux anciens grévistes. Dans les années 80, les lycéens sombrent dans une torpeur. Lorsqu'éclate la grève de décembre 1986, à nouveau, les factions politiques implantées dans les facs se mènent une guerre de "direction". L'image du syndicalisme étudiant offre aux lycéens un triste visage de balkanisation. Ces derniers ne servent que de masses de manœuvre dans des logiques politiciennes qui leur échappent.

Dans les lycées professionnels, la politique de précarisation menée par la bourgeoisie rend les jeunes au dépourvu, sans outils pour la contrer. Les organisations d'extrême gauche et l'appareil CGT ont laissé tomber les LEP pour se recentrer sur d'autres priorités. La CP-LEP est dissoute par la CGT dès 1980. La décomposition sociale s'attaque en premier aux élèves des LEP. Sans organisation collective, sans repère de classe, l'individualisme inflige de terribles ravages à la jeunesse prolétarienne. Les bonnes âmes peuvent alors s'apitoyer sur "la crise des cités". Les anciens militants d'extrêmes gauche, recyclés en enseignants ou en éducateurs spécialisés, viennent à nouveau encadrer les "jeunes des cités" avec des objectifs nettement moins "révolutionnaires".

AJS AJS AJS AJS AJS  
prix 0,50F.

bulletin inter-collège  
tribune libre des cet



# bic

editorial

des principes  
à la réalité

des délégués  
pourquoi faire?

1) "Mai 1968, la première phase de la révolution socialiste française", numéro spécial de *Quatrième International*, juillet 1968 *Requiem pour un syndicalisme lycéen*.

2) *L'UNCAL à Lyon entre 1973 et 1979*, Paul Ariès, *Le Mouvement social*, N°168

3) *Idem page 110*

4) *idem page 112*

5) *Idem page 117*

6) "Les lycéens gardent la parole", *l'enseignement technique*, CAL, Seuil politique, 1968

7) C'est avec des chiffres deux fois plus bas que le gouvernement Raffarin a justifié l'urgence de la nouvelle réforme de la formation professionnelle !

8) revue *Barricades*

9) Le "tournant" plus syndicaliste de l'activité de masse de la LCR et des JCR en 79, se retrouve au niveau mondial ("tournant vers l'industrie", qui sera un échec) est directement lié aux évolutions des rapports de forces internes entre tendances dans la LCR. Pour continuer à diriger la Ligue, le courant jusqu'alors majoritaire qui a mené toute la politique anti-syndicale depuis 68 chez les étudiants et les lycéens par exemple, est obligé de faire des concessions à une tendance plus orientée vers le travail de masse de type "syndical", de trouver un accord, pour laisser passer le vent. Cela durera quelques années, et puis de nouveau retour vers la logique des "avant-garde larges" version années 80.

# Comment organiser les jeunes travailleurs ?

Les deux études historiques qui composent la première partie de ce dossier permettent d'établir un premier bilan que nous compléterons par de prochaines études.

Dans la première moitié du XXème siècle la jeunesse ouvrière ne se démarque pas énormément de ses aînés. La culture est très globalement la même. Il faut dire que l'espérance de vie est très réduite dans la classe ouvrière et les conditions de vie très difficiles. Cela explique le renouvellement constant des équipes militantes. Les syndicats, les fédérations sont bien souvent dirigés par des militants de moins de trente ans ! Les entreprises et les postes de travail sont-eux aussi les mêmes. Seul change le statut du jeune travailleur mais pour une courte durée. En tant que salarié non qualifié ou apprenti, il est davantage exploité en raison de son manque d'expérience professionnel et social. Il est évident que les Jeunesses syndicalistes ont certainement été utilisées afin de prendre en compte cette réalité, de faire en sorte que les militants les plus âgés tiennent bien compte de cette "surexploitation" dont sont victimes les jeunes prolétaires.

Le mouvement syndical met donc en place des outils afin d'incorporer de nouvelles générations d'adhérents et de militants. Le principal outil sera bien entendu les Bourses du travail. Car les activités culturelles et les formations professionnelles, très présentes dans les Bourses, visent en premier lieu les jeunes. Les Jeunesses Syndicalistes vont jouer le même rôle, en se spécialisant toute fois encore plus sur ces activités. Les jeunes ouvriers, pas encore insérés dans une vie de couple, disposent de plus de temps libre et sont donc plus ouverts à des activités culturelles que vont prendre en charge les Jeunesses Syndicalistes. Ces activités, intégrées à une culture prolétarienne et militante, est la porte d'entrée vers la CGT et si possible un militantisme régulier. La deuxième priorité est bien entendu la formation des jeunes militants.

Les choses vont changer dans l'après guerre. La mondialisation des systèmes de communication accélère incroyablement les innovations culturelles. C'est donc l'apparition du

"choc des générations". La sociabilité des jeunes ouvriers évolue rapidement et elle risque de marginaliser les organisations syndicales "culturellement conservatrices". Le développement de la CFDT dans les années 70, face à la CGT, doit beaucoup à sa capacité à attirer les jeunes par une adaptation de la culture militante à la nouvelle sociabilité des jeunes travailleurs. Il en est de même actuellement pour SUD et la CNT.

Mais ce sont surtout les modifications du système de formation de la main d'œuvre qui créent un chamboulement. L'accroissement rapide de la scolarité crée une véritable démarcation et des intérêts spécifiques pour la jeunesse "en formation".

Nous avons vu que le mouvement syndical s'est refusé à organiser ces travailleurs en formation. Et en refusant d'unifier les "travailleurs en formation" à leurs aînés, le mouvement syndical a favorisé le mythe "de l'école républicaine". L'école étant soit disant un lieu neutre, laïc, où les intérêts de classe n'interviendraient pas. A ce titre, les confédérations syndicales ont participé à l'aliénation de la jeunesse prolétarienne, en ne lui faisant pas prendre conscience de ses intérêts, en lui faisant croire que l'école offrait l'égalité des chances et que les jeunes étaient tous des "camarades" entre eux. Elle laissait donc les jeunes prolétaires aux côtés de leurs supposés camarades bourgeois.

Cette politique suicidaire a été l'œuvre des différentes factions politiciennes qui ont volontairement séparé le mouvement syndical et la jeunesse afin de pouvoir recruter en exclusivité de jeunes militants. Et lorsque des organisations étudiantes ou de jeunesse ont été constituées, elles se sont bâties sur des tendances "politiques" correspondant à chacune des chapelles de la gauche. Sur la base de cette politique opportuniste, les organisations gauchistes ont volontairement gommé les appartenances de classes. Les appels en direction des "travailleurs et de la jeunesse" sont devenus un classique de la

confusion politique qui ne visent qu'à recruter de façon opportuniste dans toutes les classes sociales présentes dans la jeunesse et de préférence chez les étudiants.

Le malaise identitaire et la crise que traverse la jeunesse prolétarienne doit pour beaucoup à la destruction volontairement orchestrée de son autonomie politique. Au cours des dix dernières années, la seule fois où les jeunes travailleurs se mobilisent c'est pour lutter contre le fascisme... en participant activement à la campagne électorale de Jacques Chirac.

## Lycéens-étudiants ou travailleurs en formation ?

Aujourd'hui, nous assistons certainement à une nouvelle étape. Le mythe de l'école de la République s'effondre. Cette

école est en crise profonde. La prolongation des études n'a absolument pas réduit les inégalités sociales, ni favorisé l'égalité des chances, bien au contraire.

Les réformes en cours visent à réduire rapidement l'âge de la scolarité obligatoire. En outre, les stages, déjà massivement imposés en LP et à la fac et maintenant en collège, réintroduisent les jeunes précocement au travail. On retourne donc progressivement à la situation historique précédente, ce qui va avoir pour conséquence de réduire le décalage entre les jeunes travailleurs "en formation" et les actifs. Et ce décalage est d'au-



tant plus colmaté qu'une autre réalité est à prendre en compte: le travail des jeunes "scolarisés" et nous parlons ici de travail salarié. Un grand nombre de jeunes des lycées professionnels travaillent régulièrement en parallèle de leurs études. Mais cette réalité est encore plus nette avec les étudiants appartenant au prolétariat.

Sans même tenir compte de l'appartenance de classe, parler de syndicalisme lycéen ou étudiant n'a plus vraiment de sens. Alors qu'une élite sociale se reconstitue dans ses filières scolaires sélectives (classes à option au collège, filières générales au lycée, filières non professionnalisantes dans le supérieur), les autres jeunes glissent rapidement vers des formes de "scolarité" qui s'apparentent davantage à de l'emploi précaire qu'à de l'enseignement scolaire: apprentis, stagiaires sans rémunération, Contrats de Professionnalisation, Contrats Jeunes, .... Quel sens y a-t-il à proposer un syndicat lycéen ou étudiant à ses jeunes ? La réalité de leurs études est désormais directement liée à l'emploi qu'ils occupent déjà dans une entreprise.

Depuis une dizaine d'années le syndicalisme étudiant est en crise. Cela tient tout d'abord au discrédit des manœuvres de factions politiques au sein des UNEF. Mais ceci n'est que la partie émergée de l'iceberg. La crise du militantisme étudiant est en fait le facteur principal. Le peu de militants "syndicaux" qu'il reste dans les universités se prépare pour la plupart à une carrière politique. Et pour ce qui est des autres, le syndicalisme étudiant apparaît comme relativement décalé. La plupart travaillent déjà et n'ont pas beaucoup de temps à consacrer au militantisme en plus de leurs "études". Et quand ils dégagent assez de temps, où l'investir ? Sur la fac où l'on ne fait que passer en cour de semaine, ou dans son entreprise en adhérant directement à une confédération ?

Il y a une dizaine d'années une tentative intéressante avait été lancée sur plusieurs fac. Des sections universitaires CNT s'étaient constituées en dehors de toute référence anarchiste. Au contraire, les adhésions étaient engagées au nom d'une appartenance de classe, comme "travailleurs en formation". Là où l'expérience avait été menée, il y a eu une petite révolution culturelle dans le monde syndical universitaire. A tel point que l'on vit des militants trotskistes, marxiste-léninistes et même des responsables des Jeunesses communistes adhérer à la CNT comme "travailleurs en formation". La chose ne fut pas appréciée par tous les syndicats de la CNT et certains crièrent à l'in-

ou le milieu étudiant conservait encore une identité sociale supposée être cohérente. Il fut étonnant de voir que le discours de classe de la CNT reçut un accueil très favorable de nombreux étudiants. Et dans certains cas les résultats furent immédiats. Par exemple, sur la fac de Saint Denis, en un an, la section universitaire fut à l'origine de la création de plusieurs sections syndicales: entreprise de nettoyage, entreprise de services, animateurs dans une ville de banlieue, intervention syndicale des pions dans les collèges du 93, ... Les militants étaient à la fois adhérents à la section universitaire et à leur syndicat de branche. Ils étaient donc doublement défendus par la CNT, comme salarié dans une boîte mais aussi sur la question spécifique de leur condition "d'élève". Malheureusement cette expérience fut attaquée de front par les partisans du "syndicalisme" de parti.

## Que faire ?

Cette année le CSR a lancé le projet des Jeunesses Syndicalistes. Une petite campagne a été menée sur plusieurs villes afin d'engager une réflexion et une dénonciation de la loi sur la formation professionnelle. Le but n'était absolument pas de constituer une organisation de jeunesse du CSR, ce qui est en opposition avec nos principes et notre stratégie. Cette campagne avait surtout pour finalité d'expérimenter ce type d'intervention syndicale auprès des jeunes des lycées professionnels et des apprentis. Nous voulions également avancer un nouveau type d'organisation afin que des syndicalistes « lycéens et étudiants » commencent à y réfléchir. La diffusion de tracts sur plusieurs lycées professionnels n'a pas débouché sur la constitution de Jeunesses Syndicalistes dans ces établissements. Il est évident qu'un tel objectif ne peut se concrétiser qu'en investissant beaucoup d'énergie et un travail suivi sur plusieurs mois. Mais l'accueil a souvent été très bon, ce qui démontrait que contrairement aux idées reçues les jeunes prolos sont tout à fait partants pour mener une réflexion, voir une mobilisation sur la défense de leurs intérêts de classe immédiats.

L'organisation de Jeunesses Syndicalistes peut se concrétiser aussi bien sur les lycées professionnels, les centres d'apprentissage et même sur certaines facs. L'objectif n'est pas de concurrencer les organisations existantes. Mais ces organisations se limitent de fait aux universités (FAU-CNT, AGE-FSE et SUD Etudiant). Il nous apparaît plus intéressant d'amener ces structures à se dépasser et à se regrouper progressivement dans une perspective unificatrice et de classe. Mais c'est surtout dans les LP et les CFA que ce projet est porteur de perspectives immédiates. Lors des mobilisations ponctuelles dans les établissements, il est envisageable de proposer aux jeunes le modèle d'organisation des Jeunesses Syndicalistes.

Et nous allons voir sur quelles luttes les JS peuvent voir le jour. Il y a tout d'abord la lutte contre la loi sur la Formation professionnelle qui a été complètement laissée de côté par les structures syndicales existantes. Le développement des contrats de professionnalisation va toucher un nombre grandissant de jeunes et les priver de l'accès à un diplôme. Rappelons qu'avec le nouveau Contrat de Professionnalisation la formation professionnelle passe à 15 % du temps de travail alors qu'elle était à 25% dans les Contrats de Qualification. Il est désormais impossible d'accéder à un diplôme avec aussi peu de cours. Une bataille doit être engagée sur cette question et dans certains organismes de formation les salariés concernés se sont déjà mobilisés pour obtenir une garantie du maintien

Caractéristiques Individuelles

ECONOMIE ET STATISTIQUE N° 323, 1999 - 3

En %

Variables	Statistique (1)		Définitions Variables indicatrices ou continues
	Apprentis	Lycéens	
Obtention du diplôme			Obtention du diplôme
Abandon	14,4	7,0	Abandon de la formation avant l'année terminale
Echec	21,2	16,2	Echec à l'examen
Réussite (réf.)	64,4	76,8	Réussite à l'examen
Spécialités de formation			Spécialité de formation
Secteur primaire	-	0,6	
Bâtiment et travaux publics	6,7	5,1	
Couverture, plomberie et peinture	7,0	4,8	
Métallurgie, sidérurgie et forge	6,8	14,4	
Mécanique de précision, automatisme (réf.)	14,3	39,3	
Électricité et électronique	4,9	10,1	
Verre, céramique, papier et graphisme	0,3	0,5	
Boulangerie et alimentation	35,5	4,9	
Textiles et habillement	0,6	1,1	
Travail du bois	10,1	9,2	
Conducteurs de poids lourds et engins	-	0,9	
Dessinateurs industriels	-	1,6	
Secteur tertiaire (sauf hôtellerie et restauration)	4,3	2,5	
Hôtellerie et restauration	1,7	1,1	
Formations générales	7,8	3,9	

filtration et à l'entrisme. Mais sur le terrain ces adhésions se firent le plus sincèrement du monde dans un véritable réflexe de classe. A côté des officines de la bourgeoisie, UNEF-ID et UNEF, la CNT apparaissait comme une confédération ouvrière venant syndiquer les jeunes travailleurs. A une époque

du volume de formation car leur contrat de qualif était menacé d'être remplacé.

La politique de casse des qualifications et de leur reconnaissance financière (Conventions Collectives) doit être combattue par une mobilisation la plus large possible de la jeunesse prolétarienne. Mais il y a également les tensions quotidiennes qui rendent possible une intervention syndicale.

\* **Les CFA:** depuis la loi quinquennale de 1993, le nombre d'apprentis a été multiplié par deux. Le patronat et l'Etat ont concentré des efforts monumentaux dans son développement. Mais cela n'a pas vraiment amélioré la qualité des enseignements et de l'insertion professionnelle. Il est bon de rappeler que la moitié des contrats d'apprentissage n'arrivent pas à terme, un des deux "contractants" le rompant en cour de route. Toutes les analyses, mêmes celles des services de l'état, reconnaissent que la raison première demeure le manque de sérieux des employeurs, ce qui en terme concret veut dire non respect du contenu du contrat mais aussi tout simplement la logique qui veut qu'un patron utilise son apprenti pour des tâches répétitives. Il met de côté la formation "transversale" pouvant être utilisée dans des entreprises du même secteur professionnel.

Le tableau réalisé par le CEREQ en 1993 donne des chiffres de ruptures moins importants mais ce tableau oublie de préciser que dans de nombreux cas les apprentis alternent plusieurs contrats avant d'en achever un.

L'information en direction des apprentis et des permanences juridiques devrait être une des tâches premières de tout syndicat qui désire se construire dans la jeunesse. Cette syndicalisation et la défense juridique et collective doivent permettre une implantation dans les CFA.

L'intervention dans les CFA n'est pas une question secondaire. La réforme de l'apprentissage en cours de préparation a pour objectif revendiqué de réorienter les financements en direction de l'apprentissage, et ce au détriment de l'éducation initiale scolaire. C'est d'ailleurs dans cette logique que sont créées les nouvelles sections alternance dans les collèges afin de préparer une orientation vers l'apprentissage avant ou dès 16 ans. Rappelons qu'en 2002 les apprentis étaient déjà 364 000 dont 65% en BEP et CAP.

\* **Dans les LP** et plus généralement chez les jeunes prolos des lycées techniques et généraux la question du travail salarié n'est pas simplement une projection dans le futur. Des centaines de milliers de lycéens ont une activité salariée régulière. Il est donc bon de se rapporter aux études réalisées par le sociologue du CNRS, Ballion (1). En effet, les études sont rares et le phénomène est sous estimé, les lycéens n'osant pas avouer cette pratique. Et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord la honte d'avouer des difficultés financières familiales. Mais surtout l'hostilité de l'institution scolaire et de nombreux profs qui condamnent le faible intérêt de ces derniers pour leurs études, sans prendre en compte la réalité sociale et sans proposer d'alternative sociale. On apprend dans l'ouvrage de Ballion qu'en 1991 il y a avait déjà 23% des bacheliers qui reconnaissaient avoir une activité salariée. Or en Seine Saint-Denis en 1993-94 ce sont 40% des lycéens qui sont salariés et 70% des élèves de BAC Pro. Et encore, il n'est pas tenu compte du travail au noir.

Cette situation montre bien l'aspect totalement artificiel du statut de lycéen. Et cela est dramatique car cette absence de prise en compte collective débouche sur des phénomènes catastrophiques. Ces jeunes acceptent cette situation de précarité, ce qui est une forme de légitimation de la précarité sur le

long terme. De plus, ce vécu, perçu faussement comme individuel, amène les lycéens salariés à valoriser cette expérience, à se sentir plus aptes que leurs camarades à s'insérer en entreprise et à se percevoir comme "*plus murs*". Cette acceptation débouche là aussi sur une justification de l'échec scolaire, le surcroît de travail, la fatigue et donc l'échec scolaire. Tout cela étant perçu comme "normal", voir valorisant. Le patronat peut ainsi casser la qualification de la main d'œuvre sans que cela débouche sur une contestation des victimes de cette déqualification. Le fait de gagner de l'argent de poche et de bénéficier provisoirement de plus de capacités financières pour les loisirs font accepter ce sort peu enviable sur la durée.

Ces faits soulignent le besoin qu'a le mouvement syndical à intervenir à deux niveaux. Tout d'abord syndiquer ces travailleurs précaires dans leur branche professionnelle afin de casser cet isolement. Mais surtout défendre le droit à l'enseignement pour ces jeunes prolétaires. Ce qui veut dire offrir des conditions stables et correctes d'étude: un salaire socialisé de formation.

La réflexion doit donc porter sur l'outil syndical le plus adapté. Les Jeunesses syndicalistes nous apparaissent être le modèle à retenir car il tient à la fois compte de la nature de ce salariat et de la réalité du mouvement syndical. Les JS peuvent être perçues comme une structure intersyndicale regroupant tous les jeunes travailleurs (en formation ou actif) se reconstruisant dans un syndicalisme de classe. Elles se voudraient un lieu d'unité et de mobilisation. Elles regrouperaient un maximum de jeunes prolos qu'ils soient déjà ou non syndiqués (CNT, FSE, SUD) sans tenir compte de leur adhésion à telle ou telle confédération en parallèle. Ainsi un lycéen préparant un BEP de productique pourrait adhérer aux JS et en même temps à un syndicat de métallos. Les JS présents dans ce syndicat de métallos obligeraient le syndicat à prendre en compte leurs intérêts spécifiques. Cela casserait aussi les logiques d'appareil qui doivent être combattus dès le plus jeune âge. Mais surtout les JS auraient de fait une nature interpro. Cela permettrait de couper l'herbe sous les pieds des appareils et des factions politiciennes. La politisation des jeunes ne se ferait plus sur une base philosophique et sectaire mais au contraire sur un militantisme de classe et interpro.

Actuellement toutes les tentatives d'appareil échouent. FO et la CGT n'arrivent pas à donner un véritable élan à leur commissions jeunes qui apparaissent comme trop artificielles et centrées quasi exclusivement sur des logiques de recrutement. Ces confédérations se refusent à intervenir directement dans les lycées et facs.

En parallèle, les syndicats étudiants de lutte (CNT, FSE, SUD), par manque de moyens militants n'arrivent pas à articuler syndicalisme interpro et intervention dans les facs. Il est donc souhaitable d'avancer de nouveaux modèles d'organisation, d'en débattre et les expérimenter.

1) "*Les consommateurs d'école*" (Stock, 1982), "*La bonne école*" (Hatier 1991), "*Le lycée, une cité à construire*" (Hachette, 1993) mais surtout "*Les lycéens et leurs petits boulots*" (Hachette, 1994).